De la guerre de Sept ans aux révolutions : regards sur les relations internationales

Marc Belissa, Edmond Dziembowski et Jean-Yves Guiomar

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11262>

DOI : 10.4000/ahrf.11262

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 179-202

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Marc Belissa, Edmond Dziembowski et Jean-Yves Guiomar, « De la guerre de Sept ans aux révolutions : regards sur les relations internationales », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 349 | juillet-septembre 2007, mis en ligne le 01 septembre 2010, consulté le 01 juillet 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11262> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11262>

DE LA GUERRE DE SEPT ANS AUX RÉVOLUTIONS : REGARDS SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

À partir de la fin de l'année 1789, à l'occasion des débats de portée internationale présentés à l'Assemblée, la plupart des Constituants rejettent les pratiques et les conceptions diplomatiques de l'Ancien Régime, sans nécessairement concrétiser tous leurs engagements. Comme dans l'ordre politique, les députés adoptent un discours de rupture qui cache mal la nécessaire transaction entre l'héritage et la nouveauté ; au-delà d'inévitables divisions entre patriotes, qui portent notamment sur la nature de la « société des nations », l'Assemblée dénonce les guerres entreprises dans l'intention de faire des conquêtes, proclame le droit des peuples à disposer de leur sort et rejette les traités et les pratiques traditionnelles de la négociation diplomatique. Comme bientôt certains caractères de la guerre révolutionnaire, ces évolutions s'inscrivent dans un processus historique que les contemporains n'ont pas toujours perçu ; dans le domaine de l'histoire des relations internationales, c'est peut-être ce lien avec le passé qui a le plus nourri et enrichi les réflexions de ces dernières années... Marc Belissa¹, Edmond Dziembowski² et Jean-Yves Guiomar³, dont les travaux ont croisé

(1) Marc BELISSA, *Repenser l'ordre européen (1795-1802). De la société des rois aux droits des nations*, Paris, Kimé, 2006 ; *Fraternité universelle et intérêt national (1713-1795)*. Les cosmopolitiques du droit des gens, Paris, Kimé, 1998.

(2) Edmond DZIEMBOWSKI, *Les Pitt. L'Angleterre face à la France, 1708-1806*, Paris, Perrin, 2006 ; *Un nouveau patriotisme français. 1750-1770. La France face à la puissance anglaise à l'époque de la guerre de Sept Ans*, Oxford, Voltaire Foundation, 1998.

(3) Jean-Yves GUIOMAR, *L'invention de la guerre totale. XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Le Félin, 2004 ; *La Nation entre l'histoire et la raison*, Paris, La découverte, 1990.

l'émergence d'esprits nationaux profondément renouvelés et contribué à définir les formes et l'ampleur des nouvelles relations internationales, ont accepté de présenter leur vision de ce chantier de recherche. Avec leurs convictions et leurs interrogations propres, ils nous permettent de revenir – par le bilan, le débat ou des perspectives de recherche – sur les transformations des relations internationales dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Hervé LEUWERS

1. Dans ces dernières années, des historiens comme Jeremy Black, Fred Anderson et vous-même, Edmond Dziembowski, ont proposé de réévaluer l'importance historique de la Guerre de Sept ans, de réexaminer sa nature et ses conséquences, tant dans l'histoire des États que dans celle de la culture politique... Mais le débat demeure ouvert.

Edmond DZIEMBOWSKI

Avant d'évoquer la renaissance des études consacrées à la guerre de Sept Ans, je rappellerai le constat pessimiste émis récemment par Fred Anderson : la guerre de Sept Ans, ou plutôt, pour employer l'expression qui la désigne aux États-Unis, la « French and Indian War », n'éveillerait guère plus de souvenirs chez l'Américain moyen que la guerre du Péloponnèse ! Il va sans dire que cet état des lieux provocateur noircit à dessein un tableau qui se présente sous des teintes plus nuancées. En témoigne le succès du livre d'Anderson d'où j'ai extrait cette boutade (*The War that Made America. A Short History of the French and Indian War*, New York, Viking, 2005) et de la série télévisée réalisée à partir de cet ouvrage. Mais, tout en forçant le trait, Anderson n'a pas tort. Chacun sait en effet que la guerre de Sept Ans a longtemps été négligée par la recherche et que cette phase de purgatoire historiographique a eu nécessairement des effets sur la mémoire collective. Jusqu'à une date récente, les ouvrages de référence sur ce sujet étaient toujours, pour l'historiographie en langue française, le travail de Richard Waddington (*La guerre de Sept Ans. Histoire diplomatique et militaire*, Paris, 1899-1914, 5 vols) et, pour la recherche anglo-saxonne, l'étude de Julian Corbett (*England in the Seven Years' War : A Study in Combined Strategy*, Londres, 1907, 2 vols). Ce n'est qu'à partir des années 1980 que l'on a vu se manifester chez les chercheurs britanniques un regain d'intérêt pour ce conflit, comme en témoigne l'ouvrage ouvertement révisionniste de Richard Middleton (*The Bells of Victory. The Pitt-Newcastle Ministry and the Conduct of the Seven Years' War 1757-1762*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985), qui, en étudiant en profondeur le personnel administratif aux ordres du gouvernement britannique, concluait que le poids de Pitt l'Ancien dans les succès militaires de la Grande-Bretagne avait été exagéré par les historiens.

Lorsqu'est sorti ce livre, l'histoire des relations internationales au XVIII^e siècle retrouvait une nouvelle jeunesse en Grande-Bretagne, en particulier grâce aux travaux de Jeremy Black. Dans son abondante bibliographie, je retiendrai ici un ouvrage très important : *Natural and Necessary Enemies : Anglo-French Relations in the Eighteenth Century* (Athens, The University of Georgia Press, 1986). En explorant les fondements de la rivalité franco-britannique et en insistant sur le poids du politique et de l'idéologie dans les relations internationales, Black a inauguré une des tendances les plus nettes de la recherche historique récente :

la mise en rapport de la politique des Cabinets avec l'évolution politique et idéologique des États. Cette attention portée au politique n'est pas allée sans susciter certaines réticences. H.M. Scott (*British Foreign Policy in The Age of the American Revolution*, Oxford, Clarendon Press, 1990), admet la justesse d'une approche politico-idéologique pour l'époque des deux premiers George, marquée par un débat public parfois très violent sur l'Électorat de Hanovre, mais se montre plus réservé pour la période qui débute avec l'avènement de George III : d'après lui, les affaires étrangères, après 1760, cessent d'être au centre du débat public. Les travaux de Kathleen Wilson, qui révèlent une opinion extra-parlementaire britannique très réactive aux aléas de la politique étrangère, permettent de nuancer ce jugement (voir *The Sense of the People. Politics, Culture and Imperialism in England, 1715-1785*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, et « Empire of Virtue. The imperial project and Hanoverian culture, c. 1720-1785 », dans Lawrence Stone, dir., *An Imperial State at War. Britain from 1689 to 1815*, Londres, Routledge, 1994, p. 128-164).

L'année 1763 est communément vue par les historiens américains comme le début d'une ère menant à la révolution et à l'indépendance des États-Unis. Récemment, l'attention des chercheurs s'est portée en amont de cette date. Fred Anderson (*Crucible of War. The Seven Years' War and the Fate of Empire in British North America, 1754-1766*, Londres, Faber and Faber, 2000, et, du même auteur, l'ouvrage cité plus haut) s'est efforcé de montrer que c'est au cours de la guerre de Sept Ans que s'est produit le grand tournant dans l'histoire des Treize Colonies lorsque Pitt, pour obtenir le soutien des colons à sa politique de lutte contre la France, entreprit d'établir une espèce de partenariat entre Londres et l'Amérique. Ce partenariat, qui cautionne les privilèges politiques et fiscaux des colonies, et qui répond au républicanisme classique auquel sont sensibles nombre de colons, serait, en somme, un cadeau empoisonné laissé par Pitt à son départ des affaires. En revenant sur ce partenariat pour imposer des mesures contraignantes, George Grenville et le Parlement de Londres ouvrent le premier acte de ce qui deviendra la Révolution américaine.

Même si elle a été généralement favorablement accueillie - je me permets ici de faire référence à mon étude de la politique de Pitt l'Ancien (*Les Pitt. L'Angleterre face à la France 1708-1806*, Paris, Perrin, 2006) qui souscrit à cette lecture -, la thèse d'Anderson a aussi suscité des réserves. En écrivant dans son livre récent consacré à la marine française pendant la guerre de Sept Ans (*The French Navy and the Seven Years' War*, Lincoln et Londres, University of Nebraska Press, 2005), que la guerre ne fut que marginalement le triomphe des principes républicains, Jonathan Dull se refuse à croire que le conflit ait pu avoir des effets idéologiques et politiques substantiels en Amérique du Nord. Par contre, et cela peut sembler en apparence contradictoire, Dull estime que le même conflit porte en lui des effets politiques considérables pour la France d'Ancien Régime.

L'aggravation de la situation financière au sortir de la guerre lui apparaît comme la première étape menant à 1789. Ce jugement s'inspire manifestement des conclusions de James Riley qui, dans son étude sur les conséquences financières de la guerre de Sept Ans (*The Seven Years' War and the Old Regime in France. The Economic and Financial Toll*, Princeton, Princeton University Press, 1986), estimait que la France, à la fin du conflit, connaissait une fermentation telle qu'elle aurait pu déboucher sur une révolution. S'il n'est pas à rejeter intégralement, ce raisonnement doit, selon moi, être examiné avec prudence : à ce stade de la réflexion, le risque de tomber dans les sables mouvants d'une histoire contrefactuelle devient palpable.

Cela étant dit, il serait tout aussi erroné de nier les conséquences politiques et idéologiques du bouleversement international qui voit le jour pendant la guerre de Sept Ans. À ce titre, l'étude de P. D. G. Thomas consacrée à John Wilkes (*John Wilkes. A Friend to Liberty*, Oxford, Clarendon Press, 1996), est très instructive. Thomas, en effet, a bien mis en lumière le rôle du conflit sur la transformation d'un obscur député pittite en père du radicalisme anglais. Wilkes commence sa carrière de pamphlétaire en critiquant avec virulence la paix de Paris. Remportant un franc succès auprès du public, il s'enhardit, attaque Lord Bute, puis commet l'imprudence de s'en prendre au roi. On connaît la suite.

2. La Guerre de Sept ans est ainsi devenue une étape essentielle dans l'histoire franco-anglaise ou anglo-américaine et, plus largement, dans celle des Nations ; son analyse actuelle rappelle que le contact à l'autre - qu'il soit diplomatique, économique ou culturel - est l'un des moteurs de leur construction. En ce domaine, comment percevez-vous les apports de la bibliographie récente, ou ses lacunes ?

Edmond DZIEMBOWSKI

L'ouvrage de Gerald Newman (*The Rise of English Nationalism. A Cultural History, 1740-1830*, Londres, Weidenfield and Nicolson, 1987), puis le livre de Linda Colley (*Britons. Forging the Nation, 1707-1834*, New Haven, Londres, Yale University Press, 1992), ont lancé un thème de recherches très fécond, comme le montre bien l'étude récente de Ben Rogers consacrée à un sujet qui n'a rien d'anecdotique : ce « food chauvinism », qui, en vantant la table et les estomacs bien remplis des sujets du roi George, exalte la perfection d'une Constitution britannique, antithèse

parfaite de la monarchie absolue française (*Beef and Liberty. Roast Beef, John Bull and the English Nation*, Londres, Chatto & Windus, 2003). Plusieurs travaux nous permettent de cerner l'importance de la guerre de Sept Ans dans l'affirmation du sentiment national en Grande-Bretagne. L'étude fondamentale de Marie Peters sur la propagande patriotique menée par William Beckford en faveur de Pitt l'Ancien (*Pitt and Popularity. The Patriot Minister and London Opinion during the Seven Years' War*, Oxford, Clarendon Press, 1980, et, du même auteur, « The "Monitor" on the constitution, 1755-1755 : new light on the ideological origins of English Radicalism », *English Historical Review*, LXXXVI, 341, 1971, p. 706-727), surtout lorsqu'on l'associe à l'ouvrage de Linda Colley consacré aux tories (*In Defiance of Oligarchy : The Tory Party, 1714-60*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982), nous révèle l'extraordinaire mutation idéologique produite par l'arrivée au pouvoir de Pitt, transformant un patriotisme d'opposition en un patriotisme incarné par le « ministre du peuple », synthèse inédite du vieux whiggisme et du torysme d'opposition. C'est cette synthèse inouïe qui fascinait tant les publicistes du ministère français et qui les porta, au terme du conflit, à vanter les mérites du patriotisme britannique.

En abordant les effets de la guerre de Sept Ans sur l'histoire des nations, je ne peux passer sous silence ma contribution à ce domaine de recherche (*Un nouveau patriotisme français. 1750-1770. La France face à la puissance anglaise à l'époque de la guerre de Sept Ans*, Oxford, Voltaire Foundation, 1998). Faute de place, je bornerai ici mon propos aux mots. À partir de la guerre de Sept Ans, l'on voit se multiplier dans les sources un vocabulaire se référant au champ lexical de la conscience nationale : un néologisme comme « patriotisme », des vocables plus anciens, mais qui prennent alors un sens inédit, tels que « citoyen », « nation », « national » se répandent et deviennent, au terme du conflit, d'un usage courant. Simple réaction mécanique d'un peuple humilié par la défaite ? Les documents contemporains ne cessent de mettre l'accent sur le dévouement des Anglais à la chose publique, clé explicative majeure des victoires de l'ennemi. Nouveau, le patriotisme français l'est par la force de séduction des néologismes comme « patriotisme », ou des semi-néologismes tel que « citoyen ». Ce dernier terme, dont la popularité est remarquable, désigne non plus seulement l'habitant d'une ville qui jouit de ses privilèges, mais aussi le Français qui se dévoue à la cause publique sans attendre les ordres du roi. En se proclamant citoyenne, cette France n'est plus tout à fait une France de sujets. Elle est animée par la volonté de participer aux affaires publiques.

Ce bref aperçu historiographique confirme les conclusions émises par Derek Jarrett dans son ouvrage pionnier, *The Begetters of Revolution. England's Involvement with France, 1759-1789* (Londres, Longman, 1973), qui soutenait qu'au-delà des différences institutionnelles, une nette conver-

gence des enjeux idéologiques rapprochait, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la France des Bourbons et l'Angleterre des Hanovres. Je me bornerai ici à souligner deux points essentiels. En premier lieu, l'on observe la cristallisation d'un sentiment national déjà puissant autour de nouveaux thèmes (l'Empire britannique, la vertu et l'utilité publiques). En second lieu, de ce patriotisme français et britannique ressort une ambiguïté idéologique fondamentale : il peut tout aussi bien mener à des positions loyalistes que conduire au radicalisme. Cette seconde option ne se fait guère attendre en Grande-Bretagne. Il ne faudrait pas pour autant sous-estimer l'autre option. Linda Colley a montré que le patriotisme loyaliste, avant de connaître la fortune que l'on sait pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, a déjà le vent en poupe lors de la guerre d'Indépendance américaine. Quant à la France, l'ambiguïté foncière du patriotisme ressort nettement lors du débat consécutif à la « révolution Maupeou », lorsque s'affirment simultanément un parti patriote pro-parlementaire et un parti favorable aux mesures du Chancelier, qui s'estime non moins patriote.

Jean-Yves GUIOMAR

Je parlerai moins, pour l'historiographie française, d'apports ou de lacunes que d'un problème d'intégration des recherches dans des synthèses. Si la guerre de Sept Ans est bien dominée pour le continent – encore que l'Est européen et la « Turquie d'Europe » sont beaucoup trop délaissés –, c'est sur les océans, notamment l'Atlantique, que je vois un problème.

Les deux faits majeurs – et liés – sont à mon avis d'abord l'Exclusif régissant les rapports entre d'une part l'Angleterre, la France et l'Espagne, et d'autre part leurs colonies des deux Amériques et des Caraïbes ; ensuite le mercantilisme. Or à partir du milieu du siècle, ces deux piliers des relations entre puissances commencent à vaciller. Le libéralisme économique entre en scène – voir en Angleterre Edmond Dziembowski sur Shelburne dans *Les Pitt* (Perrin, 2006, p. 254) auquel correspondent en France les Morellet et les Turgot. Le commerce extérieur, qui connaît à partir de là un accroissement continu, devient l'objet de réflexions théoriques et surtout de pratiques (parmi lesquelles il faut prendre en compte la course et la contrebande) s'affranchissant de plus en plus des règles officielles.

Une date clef me semble celle de 1739 lorsque l'Angleterre, lors de la guerre de l'Oreille de Jenkins, s'attaque à l'empire espagnol aux Amériques. C'est le point de départ d'une entreprise qui se poursuit durant toute la seconde moitié du XVIII^e siècle et au-delà. Une autre date clef est celle de 1756, lorsque le secrétaire d'État anglais à la Guerre, Charles Jenkinson, rédige un discours publié deux ans plus tard, *Sur la conduite du*

*gouvernement de la Grande-Bretagne à l'égard des nations neutres*⁴. Il y annonce la rupture de son pays avec la règle selon laquelle le pavillon couvre la marchandise. Élément essentiel car c'est alors que des pays comme la Hollande et le Danemark prennent une place considérable comme transporteurs.

Un auteur fort peu cité par les historiens français pose alors ces problèmes de façon magistrale : le Danois Martin Hübner (1723-1795), qui, après avoir séjourné en Angleterre, devient envoyé extraordinaire de son pays en France, d'où il publie en 1756 la première édition du *Politique danois ou l'ambition des Anglais démasquée par leurs pirateries*. En 1759, il publie aussi *De la saisie des bâtiments neutres*. Tout en s'en prenant aux Anglais qui entendent régir les océans, il insiste sur la nécessité pour les neutres de l'être réellement, ce qui pose de multiples problèmes car la nature des cargaisons transportées ne se discrimine pas aisément du point de vue, différent selon les protagonistes, de la contrebande de guerre. En 1889, le grand spécialiste belge du droit international Ernest Nys voit chez Hübner le point de départ d'une ère nouvelle sur les questions du commerce maritime au long cours.

En préparant ces « Regards croisés », j'ai été frappé par l'importance de ces questions et par la faible place qu'elles occupent chez les spécialistes français de la Révolution, ainsi que par la sous-évaluation de l'Espagne pour tout le XVIII^e siècle.

Marc BELISSA

La guerre de Sept Ans est un tournant dans bien des domaines : elle sépare d'une certaine manière en deux le siècle entre un « avant », dans lequel la Nation est un concept présent, mais pas hégémonique dans le débat politique sur les relations entre les peuples et entre les peuples et leurs gouvernants, et un « après » où la Nation devient l'instance fondamentale à laquelle toute légitimité politique se rapporte. Bien entendu, l'affirmation de la Nation comme sujet du droit entre les États est un processus qui commence avant la guerre de Sept Ans et se poursuit après, mais elle marque incontestablement une accentuation de sa présence. Les travaux d'Edmond Dziembowski ou de nombreux historiens anglais montrent que des deux côtés de la Manche, les gouvernements tentent d'instrumentaliser, sous des formes différentes, bien entendu, le concept de Nation et d'impulser un patriotisme conservateur et loyaliste centré en Angleterre sur l'excellence supposée de la constitution britannique, la loyauté de ses

(4) La traduction française de ce discours a été publiée par Rayneval au tome 2 de son ouvrage *De la liberté des mers* (1811).

élites et son roi-patriote, centré en France sur la personne du roi et le rejet de l'ennemi anglais. Cela dit, ce patriotisme conservateur, que l'on retrouve par exemple dans la célèbre pièce de Belloy, le *Siège de Calais*, n'est pas un succès durable et le « patriotisme » et l'appel à la Nation restent fondamentalement, en France du moins, des éléments d'un discours d'opposition et non d'un discours loyaliste. Par ailleurs, y voir comme le fait David Bell dans *The Cult of the Nation* l'émergence d'un *nationalisme* spécifiquement français se construisant dans la haine de l'Anglais me semble poser un problème. Les historiens américains (mais pas les Anglais) ont tendance à utiliser le terme de *nationalism* sans beaucoup de précautions. Or le terme de *nationalism* renvoie outre-Atlantique autant au processus de *nation-building*, c'est-à-dire au processus par lequel une nation se constitue et se reconnaît en tant que telle (par exemple dans la constitution des États-Unis d'Amérique comme une nation dans le processus révolutionnaire), qu'à ce que nous appelons « nationalisme », c'est-à-dire à une théorie politique qui fait de l'intérêt et de la puissance de la nation la mesure de toute chose. Cette confusion est souvent présente dans les travaux de nos collègues américains qui semblent ne pas tenir compte des avertissements pourtant sensés de Jacques Godechot qui, lors du congrès de sciences historiques de Moscou de 1970, avait mis en garde les historiens du XVIII^e siècle et de la Révolution de voir un nationalisme contemporain là où il y a plutôt un patriotisme révolutionnaire, parfaitement compatible avec une conception cosmopolitique de la nation et des relations entre les peuples. Parler de nationalisme français au XVIII^e siècle pose donc selon moi un problème de fond, d'autant qu'on fait ainsi totalement l'impasse sur le caractère cosmopolitique du patriotisme révolutionnaire et sur son rapport au droit naturel des gens qui en est l'une des bases théoriques. Enfin, faut-il le rappeler ? La constitution de la Nation comme instance suprême ne se construit pas seulement dans le rapport à l'autre en général et à l'Anglais en particulier ; elle se réalise également dans l'extraordinaire débat politique et religieux qui accompagne la crise permanente provoquée par le jansénisme et les parlements, débat dans lequel le concept de « nationalisme » ne me semble pas d'une grande utilité interprétative.

3. Traditionnellement, l'historiographie est apparue divisée sur l'impact de la Révolution française dans la transformation de l'ordre européen. Pouvez-vous, Marc Belissa, nous dresser un état croisé des productions récentes et des traditions historiographiques en ce domaine.

Marc BELISSA

De manière très schématique, deux grandes interprétations se sont succédées et parfois combiné quant à l'impact de la Révolution française sur les relations internationales et ce que l'on pourrait appeler « l'ordre international » pour utiliser une expression actuelle (les contemporains parlaient plutôt de « système politique de l'Europe » ou du monde).

Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, avec l'ouverture des archives des chancelleries, jusque-là secrètes, et l'apparition de la « vieille histoire » diplomatique, les études sur la diplomatie de la Révolution et l'Europe sont apparues en France et en Allemagne surtout. Souvent biaisés par la rivalité issue de la défaite de 1870, ces travaux entendaient surtout justifier les politiques revanchardes ou d'apaisement des deux côtés du Rhin, mais elles ont tout de même eu le mérite de nous donner un corpus érudit de sources dans le domaine diplomatique proprement dit. Pour ces travaux, la Révolution marquait une césure parce qu'elle inaugurerait l'ère des guerres idéologiques. La « croisade de la liberté » et « l'expansionnisme » de la Révolution avaient provoqué en réaction la coalition des puissances contre elle. Le conflit était un choc de principes totalement irréconciliables qui ne pouvait aboutir qu'à la défaite d'un des deux camps et au rétablissement de l'ordre européen au Congrès de Vienne. L'impact de la Révolution est souvent pensé dans ces travaux comme unilatéralement négatif : on l'accuse d'avoir détruit les vénérables institutions diplomatiques monarchiques, de n'avoir su parler que le langage de la force et non celui de la diplomatie. Tout à fait typique de cette historiographie est l'ouvrage de Frédéric Masson, *Le Département des Affaires étrangères sous la Révolution* (1877) - encore un classique aujourd'hui -, pour lequel les diplomates révolutionnaires sont, au mieux, des nobles qui ont agi dans l'ombre contre elle (c'est le type idéal bien connu du modéré « qui se cache pendant la révolution attendant des jours meilleurs ») et, au pire, des imbéciles incendiaires et incompetents ayant brouillé la France avec le reste du monde. Ce type de jugement de valeur aboutit d'ailleurs encore aujourd'hui à l'absence d'un travail sérieux et global sur les diplomates de la Révolution (mais plusieurs jeunes chercheurs se sont emparés de la question et l'on peut espérer à court terme des études venant remettre en cause des lieux communs contre-révolutionnaires).

La seconde interprétation tend à minorer le rôle du moment révolutionnaire comme accélérateur des transformations dans la sphère des rela-

tions internationales. C'est l'idée que la rupture fondamentale dans l'histoire des relations interétatiques est le « moment westphalien » et non le « moment révolutionnaire » entre la Révolution américaine et les révolutions dans le monde hispanique, grosso modo entre 1770 et 1830. La paix de Westphalie de 1648 aurait donné naissance à un ordre international formé d'une juxtaposition d'États-nations théoriquement égaux, dotés d'une souveraineté absolue et de frontières délimitées. L'ordre westphalien serait marqué par une sécularisation de l'espace politique, une dépersonnalisation de l'autorité, et enfin un effacement des identités culturelles devant l'affirmation territoriale. Cette structure, caractéristique de la « modernité », aurait finalement perduré jusqu'à la fin du XX^e siècle qui aurait vu la fin de ce monde de Westphalie. Les spécialistes du moment westphalien comme Claire Gantet sont eux-mêmes très critiques vis-à-vis de cette construction qui leur semble plaquer sur le XVII^e siècle des considérations géopolitiques plutôt caractéristiques du XX^e siècle. Dans ces conditions, le moment révolutionnaire 1770-1830, et la Révolution française en particulier, perdent leur statut de moment charnière pour n'être considérés que comme une phase parmi d'autres dans une évolution multiséculaire. Une partie des historiens des relations internationales considèrent ainsi que les éléments de continuité l'emportent largement sur les ruptures et que le seul véritable impact de la Révolution française est la transformation de la nature de la guerre par la mobilisation de la Nation en armes. Ainsi, après l'intermède « utopiste » de 1789-1792, la Révolution serait revenue aux principes et aux pratiques de la diplomatie « réaliste ». En schématisant, on peut également rattacher une partie de l'historiographie à cette interprétation, et notamment Sorel (*L'Europe et la Révolution française*, 1885-1904) qui a encore une grande influence jusque chez François Furet ou chez Tim Blanning par exemple. Pour Sorel, les guerres révolutionnaires ne sont rien d'autre que la continuation de la politique de puissance et des rivalités d'Ancien Régime sous un nouvel habillage idéologique.

Ce n'est pas un hasard si la question de l'impact du moment révolutionnaire sur les relations internationales a été entièrement bouleversée dans les années cinquante avec l'apparition du modèle esquissé par Robert Palmer et Jacques Godechot de « révolution atlantique » ou de « chaînes des révolutions occidentales ». L'internationalisation des études révolutionnaires opère un salutaire décentrement qui permet de poser non plus à l'échelle française, mais à l'échelle mondiale (avec les Amériques), la question du passage de l'ancien monde au nouveau. *The Age of Democratic Revolution* et *La Grande Nation* ont été de ce point de vue des travaux pionniers, comme l'a été la série de *Histoire des relations internationales* dirigée par P. Renouvin et dont le tome sur la Révolution et l'Empire a été confié à André Fugier. Mais la tendance commune à ces travaux (quoique moins chez Palmer) était de considérer les transformations de l'ordre inter-

national de la période révolutionnaire en termes « d'expansion française » et non de manière systémique.

Ces vingt-cinq dernières années, plusieurs historiens anglo-saxons ont tenté d'intégrer le moment révolutionnaire dans une analyse globale de l'évolution du système européen du XVII^e siècle au début du XX^e siècle. Paul Schroeder dans *The Transformation of European Politics, 1763-1848* (1994) replace ainsi les guerres révolutionnaires dans le cadre général de l'effondrement de l'ordre européen dans le dernier tiers du XVIII^e siècle. Mc Kay et Scott dans *The Rise of the Great Powers 1648-1815* (1983) font de même. Jeremy Black place lui aussi les changements révolutionnaires dans la continuité du XVIII^e siècle. Les guerres révolutionnaires peuvent être vues autant comme une rupture que comme une variation extrême du système des relations internationales de l'Ancien Régime. Si la Révolution a mobilisé comme jamais auparavant les forces de la France dans sa lutte contre l'Europe, les moyens techniques restent ceux de l'Ancien Régime et même l'enrôlement politique des masses est, selon Jeremy Black, plus un avatar du XIX^e que de la Révolution (J. Black, *The Rise of the European Powers, 1679-1793*, 1990, et *European International relations 1648-1815*, 2002). La rupture fondamentale est, selon lui, le fait que la Révolution française a rejeté les règles admises de la diplomatie des rois.

Le point commun à ces approches géopolitiques est leur désintérêt presque total (à l'exception de Black) pour le débat révolutionnaire qui tente d'analyser, de comprendre les transformations à l'œuvre. La manière dont les contemporains pensaient les relations internationales, les cadres philosophiques, juridiques, politiques qui étaient les leurs ne sont quasiment pas présents dans ces travaux.

Ces dernières années, en relation avec le débat politique actuel sur l'ordre mondial, un « frémissement » semble indiquer un regain d'intérêt pour les relations internationales, mais le mouvement reste très limité. S'il existe bien un renouvellement au moins partiel des problématiques et des objets de l'histoire diplomatique pour les XVII^e et XVIII^e siècles, le mouvement n'est pas vraiment encore engagé pour la période révolutionnaire. Il reste beaucoup de travail dans ce domaine.

Les travaux récents sur la période du Directoire, et en particulier sur les Républiques-sœurs italiennes et batave, sur la pensée diplomatique et cosmopolitique des patriotes étrangers, des réfugiés, comme ceux d'Anna Maria Rao en particulier, ont beaucoup contribué à ce frémissement, les travaux de Bernard Gainot sur le mouvement néo-jacobin également. Les patriotes italiens, bataves et leurs alliés néo-jacobins ont réfléchi à la possibilité de la construction d'un ordre républicain nouveau s'opposant à l'ordre monarchique ancien. Mes deux ouvrages (*Fraternité universelle et Intérêt national. Les cosmopolitiques du droit des gens* et *Repenser l'ordre européen. De la Société des rois aux droits des nations*) ont, je l'espère, également

participé à ce renouvellement des problématiques. J'ai essayé surtout de comprendre comment les contemporains du moment révolutionnaire en France, en Amérique, en Italie, en Hollande, en Belgique ou en Allemagne avaient appréhendé, analysé les transformations des relations entre les peuples à l'œuvre sous leurs yeux et comment ils avaient utilisé les éléments philosophiques, juridiques, politiques légués par les débats des Lumières sur le droit des gens et le « système politique de l'Europe » pour élaborer des politiques et des pratiques nouvelles dans le domaine des relations entre les peuples et les États.

4. Comment présenteriez-vous, notamment à travers l'exemple des relations France-Angleterre, la nouveauté des échanges politiques, diplomatiques ou militaires qui se nouent à la fin du XVIII^e siècle entre les États (ou les Nations) ?

Marc BELISSA

Une des caractéristiques nouvelles majeures du XVIII^e siècle dans le domaine des relations entre les États est la densification croissante des réseaux diplomatiques et consulaires. Alors qu'au XVII^e siècle encore, seules les très grandes puissances possédaient des réseaux diplomatiques et consulaires permanents, le siècle suivant voit l'explosion des réseaux, y compris pour les puissances secondaires. Le XVIII^e siècle est donc un moment décisif dans la constitution des réseaux de communication entre les États. La publication récente des actes du colloque de Lorient sur *La fonction consulaire à l'époque moderne* le montre amplement.

Deuxièmement, et ce n'est guère original car cela a été montré depuis longtemps, les relations entre les États sont désormais marquées par une vision mondiale, intégrant les espaces coloniaux. On assiste donc à l'apparition d'un véritable ordre mondial et non plus seulement « européen ». Jean-Pierre Bois estime ainsi que la dernière guerre « européenne » classique est la guerre de Succession d'Autriche dans laquelle les éléments coloniaux sont très accessoires ; ce n'est plus le cas après 1748 puisque désormais les conflits de quelque ampleur ont toujours une dimension coloniale fondamentale.

Troisième aspect : la montée des considérations économiques dans les traités et les conventions qui unissent les États européens les uns avec les autres. Là encore ce n'est pas une nouveauté et les clauses économiques existaient déjà dans les traités du XVII^e siècle, mais le XVIII^e siècle est marqué par une augmentation nette du nombre de traités de commerce, de conventions bilatérales, d'accords octroyant la clause de la nation la plus favorisée et de toute une législation de plus en plus complexe du droit de la

navigation, pour les neutres notamment. La neutralité devient un des enjeux fondamentaux du débat juridique et politique pendant le siècle, et encore plus après l'épisode de la neutralité armée de 1780.

Quatrième élément : la construction de plus en plus fine du concept de frontières et la promotion de la barrière entre les puissances comme élément d'un système de « sécurité collective ». Si l'on observe la globalité des accords signés entre les puissances européennes dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, on est frappé par le fait qu'une très grande proportion de ces accords concerne ce qu'on appelle alors les traités de limites. La tendance à la constitution de frontières linéaires, à la rationalisation de l'espace politique est une caractéristique peu spectaculaire, mais absolument fondamentale dans les relations entre les États, comme l'ont montré les travaux de D. Nordman ou plus récemment la thèse de Renaud Morieux sur la frontière maritime de la Manche. Comme le montre ce dernier chercheur, la tendance à la fixation des frontières n'en fait pas pour autant des lignes infranchissables et les acteurs infraétatiques de part et d'autre des lignes théoriques ont leurs propres stratégies « internationales » qui ne sont pas toujours celles de leurs gouvernements respectifs.

Ces quatre remarques n'épuisent évidemment pas la question, et bien d'autres évolutions pourraient être mises en valeur ; néanmoins, ces exemples montrent bien que la période est celle d'une mutation globale sur une large échelle.

Edmond DZIEMBOWSKI

Les finalités de la guerre contre la France révolutionnaire continuent d'entretenir le débat. Sont-elles simplement géostratégiques ou dissimulent-elles des arrière-pensées idéologiques ? Et si c'est le cas, à quelle date la guerre prend-elle un tour idéologique, dès 1793, ou après l'entrée des Portland whigs au gouvernement ? Contrairement à Jeremy Black, qui, tout en n'excluant pas totalement le facteur idéologique, estime que l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne a pour motif essentiel l'occupation de la Belgique par les troupes de la République (*British Foreign Policy in The Age of Revolutions, 1783-1793*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994), Philip Schofield (« British Politicians and French Arms : The Ideological War of 1793-1795 », *History*, 77, 250, 1992, p. 183-201) exprime une opinion beaucoup plus tranchée en faveur de la guerre idéologique. La situation intérieure de la Grande-Bretagne en 1792 est à prendre en considération : la poussée du painisme, le développement des sociétés populaires et les émeutes de l'automne 1792, ce contexte troublé qu'a bien analysé Albert Goodwin (*The Friends of Liberty. The English Democratic Movement in the Age of the French Revolution*, Cambridge, Mass, Harvard

University Press, 1979) explique en partie le durcissement de l'attitude du Cabinet anglais (voir la bonne étude de Clive Emsley, « The London "Insurrection" of December 1792 : Fact, Fiction, or Fantasy ? », *Journal of British Studies*, 17, 1978, p. 66-86). Comme le révèle la correspondance de Lord Grenville, l'agitation intérieure paraît confirmer aux yeux de l'autorité que le décret du 19 novembre 1792 s'applique à la Grande-Bretagne. Examinée sous cet angle, l'intervention militaire contre la France, même si elle n'a jamais pris les atours de la croisade dont rêvait Burke, possède bel et bien un substrat idéologique : plus que les principes révolutionnaires considérés en bloc - Pitt attaque surtout la « révolution de 1792 » -, c'est la guerre de propagande qui est dénoncée. Est-ce à dire que le dossier est dorénavant clos ? Rien n'est moins sûr. Tim Blanning, par exemple, estime que cette lecture idéologique est totalement erronée. Selon Blanning, il faut distinguer l'origine de l'hostilité mutuelle franco-britannique des origines de la guerre. Pour ce faire, il met en exergue ce qu'il appelle le *Coppelia effect*. Ce joli néologisme emprunté à E.T.A. Hoffmann se réfère à la double illusion produite, de part et d'autre de la Manche, par une analyse erronée de la réalité internationale, illusion qui aurait conduit à la rupture diplomatique de 1793 : du côté anglais, la certitude d'une guerre courte, du fait de la faiblesse de la République, du côté français, la croyance en l'imminence d'une révolution en Grande-Bretagne (*The Origins of the French Revolutionary Wars*, Londres, 1986 et, du même auteur, *The French Revolutionary Wars, 1787-1802*, Londres, Arnold, 1996). L'analyse est séduisante, mais il me semble que le déclenchement de la plupart des guerres peut être analysé à partir de cet effet Coppélia.

À cette question vient se greffer une autre, tout aussi essentielle : quel est le poids de la tradition diplomatique dans la politique du Cabinet anglais après 1792 ? Le dogme de Pays-Bas à l'abri de la menace française (dogme qui perdure jusqu'aux négociations de 1796) nous révèle en effet une diplomatie britannique qui continue de fonctionner sur les bases apparues pendant la Glorieuse Révolution. L'excellente étude de H. M. Scott sur l'*Old System* (« "The True Principles of the Revolution" : The Duke of Newcastle and the Idea of the Old System », dans Jeremy Black, dir., *Knights Errant and True Englishmen. British Foreign Policy, 1600-1800*, Edimbourg, John Donald, 1989, p. 55-91) révèle les invariants de la diplomatie whig au milieu du XVIII^e siècle. Or l'*Old System* est loin d'avoir disparu au temps des Révolutions : comme le montre l'étude de Jeremy Black (*British Foreign Policy in The Age of Revolutions*), les bases de la politique austrophile du prédécesseur de Grenville au *Foreign Office*, le marquis de Carmarthen-duc de Leeds (1783-1791), ne sont guère éloignées de celle des Pelhams.

Jean-Yves GUIOMAR

Ce qui se noue à la fin du XVIII^e siècle restera incompréhensible sans une claire synthèse de ce qui s'est passé depuis 1713 et les années 1739-1763, permettant d'apprécier l'évolution des questions internationales de la guerre de Sept Ans à la guerre d'indépendance des États-Unis puis à la Révolution française.

Votre question pose implicitement l'un des aspects les plus difficiles de la période, lorsque vous écrivez « entre les États (ou les Nations) ». Le XVIII^e siècle me paraît avancer vers la jonction complexe de ces deux termes, allant vers cet « État-nation » qui aux XIX^e-XX^e siècles devient partout le sujet majeur du droit international. Or le dernier quart du XVIII^e siècle est un moment essentiel pour l'avènement de l'État-nation. Selon moi, la jonction entre État et nation s'opère alors par la promotion politique, économique, sociale et culturelle du territoire. Nous allons vers un territoire bien délimité, qui devient objet de connaissance systématique, de mesures tant physiques (la carte de Cassini) que statistiques et économiques, en particulier agronomiques.

De 1763 à 1792 (sauf dans les aires ottomane et russe), les conflits armés connaissent un remarquable recul. Même si la guerre d'indépendance américaine relance la guerre entre France et Angleterre, les relations entre elles préfigurent ce qu'elles seront après 1815.

Ce qui témoigne le mieux du tournant de la fin du XVIII^e siècle, c'est l'évolution du droit des gens vers le droit international, retracé par Marc Belissa dans ses ouvrages de 1998 et 2006⁵. L'immense travail accompli par Pufendorf, Christian Wolf, l'abbé de Saint-Pierre (repris par Rousseau), Burlamaqui, Vattel, Raynal, Mably et d'autres, trouve une synthèse remarquable avec les *Principles of International Law* de Jeremy Bentham (1786-1789)⁶. Le passage du droit des gens au droit entre les États-nations a surtout été étudié par les historiens français dans l'ordre continental, mais nombreux sont aussi les travaux concernant le droit maritime international. J'ai regretté que Marc Belissa l'aborde peu, alors que depuis Hübner, et avec les ouvrages de Martens, Lampredi, Azuni, Champagne, Rayneval (et d'autres), les écrits dans ce domaine abondent⁷. Le débat évolue, fait qui est écrasé, dans la conscience que nous avons de cette époque, par la brutalité des Anglais et l'étrange guerre franco-anglaise à partir de 1793. Mais comme tout change dès 1815 ! La course

(5) *Fraternité universelle et intérêt national (1713-1795)*, et *Repenser l'ordre européen (1795-1802)*, aux éd. Kimé. J'ai rendu compte du second dans les *AHRF* (2006/4).

(6) Il n'a été publié qu'en 1843, au volume 3 des *Works of Jeremy Bentham*.

(7) G. de Martens, *Essai concernant les armateurs, les prises et surtout les reprises*, 1795 ; Lampredi, *Du commerce des neutres en temps de guerre*, trad. fr., 1802 ; Azuni, *Droit maritime de l'Europe*, 1805 ; Champagne, *La mer libre, la mer fermée*, 1803 ; Rayneval, *De la liberté des mers*, 1811.

disparaît presque, et l'aboutissement majeur de ce changement est la grande déclaration du 16 avril 1856 à Paris, dans la foulée du traité qui met fin à la guerre de Crimée, abolissant la course et rétablissant le principe du pavillon couvrant la marchandise. C'est pourquoi je pense que la période 1756-1856 doit être traitée comme un tout.

5. Les transformations des relations entre États ont leur dimension commerciale et coloniale, qui n'est sans doute pas sans impact sur les évolutions précédemment évoquées ; comment, Jean-Yves Guiomar, sur ce point, faire le lien entre l'économie et le politique ?

Jean-Yves GUIOMAR

La mise en cause de l'Exclusif et du mercantilisme a renouvelé la réflexion sur la vie économique à l'intérieur des pays mais aussi, et en même temps, sur le commerce extérieur. C'est à lier à l'évolution des conceptions politiques autour de la promotion du territoire. La nouveauté de la liaison entre politique intérieure et politique extérieure découle du fait qu'à partir du milieu du XVIII^e siècle commence à cheminer l'idée que la puissance ne peut désormais s'accroître que sur la base de la richesse des territoires possédés et la prospérité de leurs habitants, et non plus sur des accroissements de territoires. Dès le milieu du siècle, la révolution agronomique anglaise intéresse vivement les continentaux et en particulier les Français. En témoigne *Les éléments du commerce*, de Véron de Forbonnais, réédité en l'an IV (la précédente édition datait de 1766).

Un autre effet est la mise en cause des relations entre les métropoles et leurs colonies, d'où résulte une puissante réflexion sur le statut juridique et politique des territoires coloniaux et de leurs habitants. Au début de son livre de 1998, Marc Belissa annonce qu'il laisse de côté la question des colonies, car « elle forme un tout qui doit être étudié en tant que tel », séparation avec laquelle je suis en désaccord. Je ne suis pas davantage d'accord avec la plupart des historiens français actuels, qui, pour la Révolution, étudient les colonies, la traite et l'esclavage comme un domaine à part, notamment sans liaison avec l'économie⁸. Sur les liaisons entre toutes ces questions, un personnage comme Joseph Eschassériaux fournirait un travail utile.

(8) C'est particulièrement net pour Saint-Domingue à partir de 1791. L'économie n'y apparaît furtivement qu'au travers des questions sociales.

Quels sont les liens entre économie et politique au XVIII^e siècle ? Je ne m'aventurerai pas à en proposer une vision globale. Plus simplement, je veux ici critiquer ce qu'écrit Marc Belissa en 2006 à propos du livre de Barère *La liberté des mers ou le gouvernement anglais dévoilé* (1798), où il voit une « théorisation beaucoup plus poussée que chez les autres publicistes [du moment] de l'opposition entre puissance continentale et puissance maritime » (p. 264). Barère y pose d'emblée une vision ô combien séduisante : « La mer est le théâtre de la démocratie commerciale » et la France doit mettre sur pied et diriger cette démocratie d'un type nouveau contre l'Angleterre qui, elle, « a mis la mer en féodalité ». Et Barère de lancer le célèbre appel à détruire Carthage⁹.

Bien qu'ayant quelque chose d'un pamphlet obsessionnel¹⁰, *La liberté des mers* n'est pas sans intérêt. Mais je ne crois pas que ce livre ait fait progresser le travail théorique sur l'élaboration du droit international. J'ai consulté un grand nombre d'ouvrages sur ce droit, publiés aux XIX^e et XX^e siècles : il n'y est presque jamais cité.

« Démocratie commerciale » : l'expression est forte, liant intimement politique et économie. Le problème, c'est que dans les prolifiques écrits de Barère sur la question, on serait bien en peine de voir ce qu'est cette démocratie. Rares sont les notations telle celle qui reconnaît à l'Angleterre une « supériorité réelle dans quelques branches de son industrie » (*Mémorial*, 1^{er} février 1804, sans plus de détails). Puis il parle du « gouvernement boutiquier » des Anglais et dans le numéro du 5 février il oppose les « besoins factices et ruineux », objets du commerce anglais, aux « besoins réels et [aux] goûts utiles » prônés par les révolutionnaires français. Qu'est-ce qui, dans cette énième resucée des considérations sur le luxe, est au juste désigné par là ? Barère ne nous le dit pas. Or le commerce n'est pas une chose en soi : c'est le commerce de ce qui a été récolté, fabriqué, le commerce de l'argent aussi (et des esclaves, hélas), et cela se fait sur des marchés et donc aussi dans des « boutiques », et au moyen de banques, d'instruments financiers et monétaires, de routes, de canaux, de ports et de navires. Pour que son ouvrage fût productif, il aurait fallu qu'il entre dans le détail de ce que serait un ordre international où le commerce serait le moyen de relations harmonieuses profitables à tous. Mais la démocratie commerciale de Barère se vit sans doute dans les nuages.

Barère ne semble pas se douter que depuis les années 1760 l'Angleterre connaît une révolution économique majeure, qui la met en

(9) Ce fameux cri a pris son essor en France à partir du milieu du siècle. Je remercie Renaud Morieux de m'avoir signalé la thèse soutenue en 1996 à Claremont (Californie) par Charles G. Salas, *Punic Wars in France and Britain*, qui nous fournit de nombreux éléments à ce sujet.

(10) L'ouvrage est d'abord annoncé en deux volumes, puis paraît sans crier gare un troisième. Il sera suivi d'un flot de textes de la même eau, le journal *Le mémorial anti-britannique* que Barère publie en 1804, et *Les Anglais au XIX^e siècle*, qui paraît la même année.

avance sur le continent. Or était-ce l'Angleterre qui empêchait la France d'entreprendre chez elle dès le XVIII^e siècle cette révolution que bien des publicistes appelaient de leurs vœux (et qui d'ailleurs connaissait ça et là des débuts de réalisation) ?

Je conclurai ainsi : il y a selon moi deux approches possibles de la question des relations entre les peuples : celle – analysée par Marc Belissa – qui, de l'abbé de Saint-Pierre à Kant, cherche à faire advenir un ordre international fédératif ; et celle qui voit dans l'essor économique et le commerce la véritable voie vers des liaisons pacifiques durables entre peuples et continents. D'un côté le volontarisme, de l'autre la main invisible. D'une certaine manière, Kant est un anti-Raynal, il n'aime pas l'économie dont il parle d'ailleurs fort peu, et encore moins le commerce (il n'aime pas non plus les Anglais). La première approche est politique, reposant sur l'idée que, chaque peuple devenant souverain et mettant fin par là même à la guerre perpétuelle entre les rois et leurs sujets, l'état intérieur de concorde débouchera nécessairement sur la paix perpétuelle à l'extérieur, puisque seuls les rois sont animés du désir de conquérir. La seconde approche repose sur l'idée que l'échange permanent des richesses produites par tous les peuples devenant gagnant-gagnant par l'abandon du mercantilisme, la guerre perd sa raison d'être. Ces deux approches, en principe, ne sont pas contradictoires. Bentham les traite ensemble dans ses *Principles*.

6. Finalement, quelle méthode, quelle approche et quelles interrogations pour poursuivre la relecture des relations internationales au temps des Révolutions de la fin du XVIII^e siècle ?

Jean-Yves GUIOMAR

Je suis conduit à critiquer ici sur deux points l'historiographie française actuelle, telle qu'elle peut transparaître des *AHRF* ou des travaux de l'IHRE.

1. Steven Kaplan écrit dans son ouvrage sur *La fin des corporations* (Fayard, 2001) que, à partir de 1791, « la question du travail ne revient jamais parmi les préoccupations historiographiques de premier plan. Au contraire, on a quelquefois l'impression que les gens cessèrent de travailler pendant tout le reste de la Révolution » (p. 548). Kaplan dit gentiment « quelquefois », je dirais pour ma part : souvent. Le fait du reste remonte à loin : ainsi, dans sa thèse sur *Les paysans du Nord* (1925), Georges Lefebvre ne consacre qu'un court passage à la production. Que cultivent au juste ces paysans et comment, avec quel outillage ; vendent-ils leurs produits et à qui ? On ne le sait pas. Les sans-culottes de Soboul, s'ils ont des soucis politiques, semblent avoir déserté l'établi ou l'étalement (ils ne travaillent pas davan-

tage chez Haïm Burstin). Quant aux travaux anciens ou récents sur Lyon, ils donnent à penser que tous les métiers à tisser cessent de battre à partir de 1792 pour ne reprendre vie que sous le Consulat.

Je me suis livré à un petit examen de l'historiographie de la Révolution française¹¹ : l'économie, le travail, le commerce ont pratiquement disparu depuis les années 1990 (peut-être avant). Tout se passe là comme si les travaux des Bruguière, Woronoff, Bergeron, Chaussinand-Nogaret, Crouzet, Chassagne, Meyer, Butel et bien d'autres n'existaient pas. Je ne soupçonne évidemment pas les historiens de ne pas les connaître, mais force est de constater que, sauf exception, ils ne s'y réfèrent jamais. Concernant Jean Meyer, il s'agit quasiment d'une exclusion. Or si l'on peut critiquer certaines analyses et le plan assez anarchique de l'ouvrage codirigé par lui, *l'Histoire de la Révolution française* (PUF, 1991), la perspective tracée dès l'introduction (« L'Europe et le monde, 1780-1792 ») et développée dans la partie « L'Europe et l'Atlantique » est bien la bonne approche, avec de nombreux développements sur la marine et le commerce, ce que les spécialistes de la Révolution n'auraient jamais dû perdre de vue¹². Dans la galaxie Furet, ou ce qu'il en reste, le silence est le même (rien sur l'économie dans le *Dictionnaire critique de la Révolution française*).

2. Ma deuxième critique porte sur l'amplitude des espaces à considérer, car à mon avis ils dépassent de loin la scène européenne. Aussi, je dois revenir sur les fondements de l'historiographie française en matière de relations entre les pays, les continents et les peuples à partir du XVIII^e siècle, car l'historiographie française relative au XVIII^e siècle et à la Révolution a été et reste massivement consacrée à l'Europe, notamment au continent, avec une place écrasante aux puissances du Saint-Empire, les conflits océaniques n'étant traités que comme des excroissances. J'en suis venu à me demander si ce n'était pas l'inverse qui était vrai, et s'il ne fallait pas poser d'abord comme moteur les rivalités entre pays européens (Angleterre, France, Espagne et ce qui reste de puissance hollandaise) sur les océans, dans les aires des compagnies des Indes occidentales et orientales.

(11) J'ai repris tous les sommaires des *AHRF* depuis 1996 et consulté la *Bibliographie historique de la France* depuis la même date, regardé des ouvrages tels que le *Dictionnaire historique de la Révolution française* de Soboul-Suratteau, *L'état de la Révolution française* dirigé par Michel VOVELLE. La place de l'économie (monnaie, finances, production, commerce) y est bien faible. Le numéro de mai 2002 d'*Historiens et géographes* a consacré plusieurs articles à la disparition de l'économie chez les historiens dans les années 1980 puis à sa réapparition à la fin des années 1990 (sur le XVIII^e siècle et la Révolution, voir les articles de Ph. Minard et D. Barjot). De toute évidence la période révolutionnaire a fort peu profité de ce retour, malgré le numéro 10 de *l'Atlas de la Révolution française* (1997), dirigé par Ph. MINARD et G. BÉAUR, et quelques trop rares colloques sur la question dans le cadre du Bicentenaire.

(12) Voir aussi de Jean Meyer les analyses très fouillées de « L'Europe et la mer », dans *L'Europe à la fin du XVIII^e siècle vers 1780-1802* (A. Corvisier dir., SEDES, 1985), et Jean MEYER et Martine ACERRA, *Marines et Révolution* (éd. Ouest-France, 1988).

Les guerres continentales, celles en particulier se déroulant à l'Est de l'Europe et concernant au premier chef la Russie, la Prusse et les Habsbourgs, étant alors des théâtres non pas secondaires mais seconds. Ils sont le lieu d'affrontements de type ancien, venus du passage des temps féodaux aux monarchies dites absolues luttant pour des extensions territoriales, tandis que les océans sont le lieu des confrontations d'avenir, prémisses de notre actuelle mondialisation, où les puissances réellement dynamiques sont beaucoup moins soucieuses de territoires que de comptoirs, de ports, de détroits, de contrôle des marchés et des circuits monétaires et financiers.

Marc BELISSA

Tout d'abord, il me semble indispensable de cesser de penser l'ordre mondial ou le « système politique » européen du XVIII^e siècle en termes de « politiques extérieures nationales » juxtaposées et intégrer définitivement l'idée que les structures qui ont caractérisé l'ordre international contemporain ne sont pas transposables dans un moment où les véritables acteurs des relations dites « internationales » ne sont pas des nations, mais des princes, des dynasties, des groupes infra ou supra-nationaux. Parler d'État-Nation au XVIII^e siècle me semble présenter un biais anachronique fatal. Pour cela, il faut sans doute utiliser davantage les approches systémiques des relations internationales développées par les politologues, sans pour autant tomber dans le piège de l'abstraction théorique décontextualisée qui caractérise parfois leurs travaux. Peut-on parler de l'Europe comme d'une société internationale ? Assiste-t-on à un changement structurel dans le fonctionnement de la société des États ? La volatilité des relations internationales l'emporte-t-elle sur les facteurs de cohésion au sein de la société internationale ? Autant de questions à aborder de manière nouvelle.

Un deuxième aspect du renouvellement historiographique pourrait être l'étude socio-culturelle des acteurs des relations internationales à tous les niveaux et non plus seulement au niveau des diplomates. Les réseaux, les groupes supra ou infranationaux (par exemple les exilés étrangers en France) sont des acteurs au moins aussi déterminants que les commis des bureaux des Affaires étrangères. Cela dit, le milieu des diplomates eux-mêmes est à réétudier selon les nouvelles approches en histoire sociale et politique. La compréhension de la manière dont ces acteurs de premier ou de second plan ont compris les transformations de l'ordre international est absolument nécessaire si l'on veut faire une histoire politique et culturelle des relations internationales. Les idées sur la société des États, les concepts philosophiques avec lesquels les contemporains pensent leurs relations et leurs conflits doivent être abordés en tant que tels. L'étude des transferts

culturels permettrait d'envisager d'une manière nouvelle la question de la création des identités nationales (Voir les travaux de Linda Colley pour l'idée de *britishness*). Celles-ci se constituent aussi dans une pratique quotidienne, en particulier dans les domaines extra-européens. Pour cela, les archives consulaires sont des sources indispensables encore trop peu utilisées (*a contrario*, voir les travaux de Christian Windler, le colloque *La fonction consulaire à l'époque moderne* dirigé par J. Ulbert et mon propre ouvrage avec S. Bégaud et J. Visser, *Aux origines d'une alliance improbable. Le réseau consulaire français aux États-Unis, 1776-1815*).

Il faut enfin revoir les lieux communs sur la diplomatie révolutionnaire et consulaire. Il s'agit de relire les correspondances diplomatiques comme des éléments d'un discours politique spécifique et se poser la question des continuités et des ruptures sans prendre pour argent comptant les lieux communs anciens sur le « retour » de la diplomatie directoriale et consulaire à l'Ancien Régime. S'il y a incontestablement des continuités voulues et assumées par les acteurs, ils rompent qu'ils le veuillent ou non avec une pratique diplomatique ancienne dont les objectifs n'étaient pas forcément les mêmes avant et après la proclamation de la République française. Y a-t-il une forme d'« invention de la tradition » par les révolutionnaires qui réinterprètent la diplomatie des rois dans un cadre théorique nouveau ? Cette question pourrait également faire l'objet d'études intéressantes.

Edmond DZIEMBOWSKI

Une interrogation sur les acteurs paraît s'imposer. À l'instar du travail de Middleton sur la conduite de la guerre de Sept Ans, une étude approfondie de la pyramide décisionnelle britannique à la fin du XVIII^e siècle, associant les responsables gouvernementaux, le personnel subalterne au service des ministères et les diplomates, serait bienvenue. Le sommet de cette pyramide, par ailleurs, est encore mal connu. Si les principaux responsables de la conduite de la diplomatie britannique ont fait l'objet d'études importantes ces dernières années, on doit relever une semi-lacune historiographique. La personnalité et l'action de Lord Grenville, personnage central s'il en est, malgré la biographie de Peter Jupp (*Lord Grenville 1759-1834*, Oxford, Clarendon Press, 1985), mériteraient d'être examinées de près. De même, le poids de George III dans les décisions internationales reste encore nébuleux. Le livre de John Brooke, qui, pendant longtemps, était la référence sur le troisième Hanovre (*King George III*, Londres, Constable, 1972), est peu loquace sur l'attitude du souverain pendant la Révolution française. La récente biographie de George III par Jeremy Black (*George III, America's Last King*, New Haven

et Londres, Yale University Press, 2006) se concentre davantage sur la politique menée par George III lors de la crise des Treize Colonies que sur l'époque de la Révolution française. Compte tenu de l'aversion du souverain pour une paix « régicide », les relations entre le roi et ses ministres, très partagées sur cette question, attendent des éclaircissements.

Traversons à nouveau la Manche et interrogeons-nous sur les permanences dans la politique étrangère de part et d'autre de la césure que constitue 1789. Dans un article stimulant (« Favier's Heirs : the French Revolution and the *Secret du Roi* », *The Historical Journal*, 41, 1, 1998, p. 225-258), Gary Savage s'interroge sur la continuité Ancien Régime-Révolution en matière de diplomatie à travers les aléas de la tradition austrophobe, ravivée par l'alliance franco-autrichienne de 1756-1757, telle que l'incarnait Jean-Louis Favier au sein du *Secret du Roi*. Cette étude intéressante révisé certains points admis depuis Albert Sorel, notamment la faible importance des questions diplomatiques dans le débat public français entre 1787 et 1791. En révélant l'importance des rumeurs faisant état du rôle occulte qu'aurait joué la reine en politique étrangère, le livre récent d'Annie Duprat sur Marie-Antoinette (*Marie-Antoinette. Une reine brisée*, Paris, Perrin, 2006) va tout à fait dans le sens des conclusions de Savage.

Autre point capital : en quoi l'anglophobie, si présente sous l'Ancien Régime, tant chez les défenseurs de l'autorité monarchique que parmi la frange radicale des Lumières, a-t-elle influé sur la politique de la France révolutionnaire ? Outre l'ouvrage de Frances Acomb (*Anglophobia in France, 1763-1789 : an Essay in the History of Constitutionalism and Nationalism*, Durham, 1950), qui, malgré son âge, reste toujours indispensable, le livre de Norman Hampson (*The Perfidy of Albion. French Perceptions of England during the French Revolution*, Londres, Macmillan, 1998), ainsi que l'étude de Sophie Wahnich et Marc Belissa (« Trahir le droit : les crimes des Anglais », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 300, 1995, p. 233-248) nous apportent des éléments précieux de réponse. Il me semble, néanmoins, que les premières années de la Révolution mériteraient une attention soutenue : par exemple, la perception en France de la crise d'Otchakov, qui mène l'Angleterre à deux doigts de la guerre avec la Russie, serait un sujet digne d'être exploré en profondeur. Autres questions : dans quelle mesure cette anglophobie a-t-elle changé de nature sous l'effet des événements révolutionnaires ? Et qu'en est-il de l'anglophobie dans les milieux contre-révolutionnaires ? Quels sont les invariants ? Il est frappant de constater qu'un thème comme celui de la moderne Carthage, omniprésent pendant la guerre de Sept Ans, se retrouve quasiment inchangé en 1793 dans la bouche d'un Barère. Il est tout aussi remarquable de s'apercevoir que la propagande anti-anglaise à l'époque du Consulat et de l'Empire reprend les vieilles recettes mises au point au temps de Choiseul. Une étude du discours anglophobe - comme

d'ailleurs du discours austrophobe - incluant et l'Ancien Régime et l'époque révolutionnaire, attend son historien.

Marc BELISSA

Université Paris X-Nanterre
200 av. de la République
92001 Nanterre cedex 01
mbelissa@club-internet.fr

Edmond DZIEMBOWSKI

Université de Franche-Comté
30-32 rue Mégevand
25030 Besançon Cedex
dziembowski.e@wanadoo.fr

Jean-Yves GUIOMAR

50, rue de Crimée
75019 Paris
jyguiomar@orange.fr